Le Monde 20170712

Migrants : le plan du gouvernement fait l'impasse sur les camps de Calais et Paris

Présenté mercredi en conseil des ministres, ce projet s'intéresse moins à la situation actuelle qu'à une maîtrise des flux migratoires.

LE MONDE | 12.07.2017 à 15h55 • Mis à jour le 12.07.2017 à 18h18 | Par Maryline Baumard

Le gouvernement vient d'annoncer un plan sur les migrations. Un texte orienté vers l'avenir qui n'apporte pas de réponses aux situations de Calais, Grande-Synthe, Paris ni des Alpes-Maritimes, où les migrants vivent dans des conditions indignes. Baptisé *« garantir le droit d'asile, mieux maîtriser les flux migratoires »,* le programme que se fixe le premier ministre, Edouard Philippe, s'intéresse davantage à 2018 et 2019 qu'à la survie cet été de ces populations qui ont traversé la Méditerranée au péril de leur vie et ont souvent du mal à déposer leur demande d'asile en France.

Quant à l'ouverture de centres humanitaires, mesure très attendue par toutes les associations, le ministre de la cohésion des territoires, Jacques Mézard, a rappelé qu'*« on ne va pas reconstituer des camps, ce sont des structures qui ne génèrent que des problèmes »*. Il complétait en cela les propos du premier ministre, qui avait simplement dit n'avoir *« pas de solutions immédiates »* pour les migrants, qui sont déjà 550 autour du camp de la Chapelle quatre jours après la dernière évacuation, 600 à Calais et 350 à Dunkerque. Une situation qui laisse présager un été difficile.

Politique de dissuasion migratoire

En fait, tout le plan du gouvernement est basé sur une politique de *« dissuasion migratoire »*. A court terme avec la mise en place d'une *« politique d'éloignement crédible »*, grâce à un resserrement des délais de la demande d'asile, empêchant de s'installer vraiment, et toute une série de mesures coercitives. Ainsi, chaque région devra avoir un dispositif de préparation au retour – mais sous assignation à résidence – et le cadre juridique de la rétention sera revu. La police de l'air et des frontières demande en effet un allongement de la rétention pour pouvoir renvoyer les personnes plus aisément. Mille places seront aussi créées avant la fin de 2017 pour assigner à résidence les migrants qui ont laissé leurs empreintes dans un autre pays d'Europe avant d'entrer en France et les déboutés du droit d'asile recevront directement une obligation de quitter le territoire à l'annonce qu'ils ne seront pas réfugiés.

Pour contrebalancer ces mesures, le gouvernement a aussi rappelé son souhait d'améliorer le traitement des demandeurs d'asile. Reste que les 7 000 places d'hébergement promises d'ici à la fin de 2019 ne régleront en rien le problème des 40 % de demandeurs non hébergés aujourd'hui. D'autant que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), qui a reçu 86 000 demandes en 2016, table sur 110 000 en 2017. Quant à l'intégration, point sur lequel le candidat Emmanuel Macron avait mis l'accent durant sa campagne, on est là encore aux antipodes d'un projet ambitieux. Cinq mille places en centres provisoires d'hébergement devraient voir le jour en 2018 et 2019 et les cours de français dispensés par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) devraient passer de deux cents à quatre cents heures. Le tout sera mis en musique par un conseiller interministériel à l'intégration, nommé dans les semaines à venir.

En fait, pour que ce plan puisse tenir, il faudrait que le paysage change du tout au tout et que les migrants ne se pressent pas aux portes d'une Italie dépassée, mais ce n'est pas le cas. *« Mieux maîtriser les flux migratoires »* passe par un *« renforcement des contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne »*, et un travail sur la *« stabilisation des Etats »*, pour Edouard Philippe, qui a préféré commencer ses annonces sur ce volet de long terme que sur une gestion franco-française du dossier. Son idée première est bien d'empêcher les demandeurs d'asile d'arriver.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2017/07/12/migrants-le-plan-du-gouvernement-fait-l-impasse-sur-les-camps-de-calais-et-paris_5159601_1654200.html#YxbT0CsYTMSf2ePm.99